



- 8. RENOUELEMENT DE LA CONVENTION RELATIVE A L'ETABLISSEMENT DES DOSSIERS RETRAITE (CNRACL) PAR LE CIG
- 9. AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER L'ACTE DE VENTE POUR LA CESSION DE LA PARCELLE ZC 129 ROUTE DE SAINT MARTIN DES CHAMPS A YVELINES FIBRE



**La séance est ouverte à 20h35.**

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE**

Le procès-verbal de la séance du 29 septembre 2022 est adopté à l'unanimité.

Le registre est signé.

**DECISIONS DU MAIRE**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération n°2020-26 du 23 mai 2020 donnant délégation au Maire pour le représenter et traiter certaines affaires qui relèvent normalement de la compétence de l'Assemblée Communale,

PREND ACTE des décisions du Maire suivantes :

N°2022/18 du 14/10/2022 : de solliciter du Conseil départemental une subvention au titre du programme départemental 2020-2022 d'aide aux communes et structures intercommunales en matière de voirie. La subvention sollicitée s'élève à 87 956 euros hors-taxes soit 60.20% du montant plafond des travaux, frais de maîtrise d'œuvre et frais de relevés topographiques, subventionnables (146107,11 euros HT).



**2022-43 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET EAU ASSAINISSEMENT**

**7.1**

**Rapporteur : Mme Bérénice LUCHIER**

1/ En 2021 avait été provisionnés 719.86 euros correspondant à 16% du montant des créances douteuses et contentieuses de plus de deux ans.

Il convient de prendre en compte cette année dans la provision le titre émis en 2020 au nom de CNSG non recouvré, de 3500 euros et de provisionner 525 euros afin d'ajuster la provision précédente.

La délibération va permettre de prévoir les crédits supplémentaires au compte 6817 afin d'émettre un mandat.

L'équilibre est réalisé en diminuant d'autant le compte 6541 (créances admises en non-valeurs), les crédits inscrits au BP 2022 n'ayant pas été utilisés.

2/ Triennal voirie, raccordement eau potable

Des crédits avaient été ouverts au budget commune et budget eau assainissement dans le cadre du triennal voirie, en dépenses et en recettes.

Suite à la publication d'un marché de travaux et à l'analyse des offres, il est nécessaire de réajuster les crédits en dépenses. Aussi, les subventions peuvent être réparties au prorata de ces dépenses.

L'opération concernée par ces modifications en dépenses et en recettes est l'opération n°10002 : Eaux - Réseaux adduction eau potable.

Il vous est proposé la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2311-1 et suivants, L. 2312-1 et suivants, D.2342-2,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M49 modifiée,

**Vu** le budget primitif 2022 adopté le 01 avril 2022,

**Considérant** les ajustements nécessaires en section de fonctionnement et en section d'investissement présentés ci-dessous,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

#### **SECTION D'EXPLOITATION**

<b>DEPENSES</b>	<b>Chapitre/Compte</b>	<b>Libellé</b>	
	Chap. 68, 6817	Dotations aux dépréciations	+ 525.00
	Chap. 65, 6541	Créances admises en non-valeur	-525.00
		<b>total dépenses d'exploitation</b>	<b>0.00</b>

#### **SECTION D'INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES</b>	<b>Opé./Compte</b>	<b>Libellé</b>	
	Opé. 10002/ 2315	Installations, matériel	25 722.09
		<b>total dépenses d'exploitation</b>	<b>25 722.09</b>

<b>RECETTES</b>	<b>Opé./Compte</b>	<b>Libellé</b>	
	Opé 10007 / 131	Subventions d'équipement	-15 994.27
	Opé 10002 / 131	Subventions d'équipement	+27 173.92
	10222	FCTVA	14 542.44
		<b>total dépenses d'exploitation</b>	<b>25 722.09</b>

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité** des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**ADOPTE** la décision modificative budgétaire n°1.

**CHARGE** le Maire de l'exécution et de la publication de cette décision.

#### **2022-44 DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET COMMUNE**

**7.1**

#### **Rapporteur : Mme Bérénice LUCHIER**

1/ Triennal voirie et Aménagement de sécurité RD11/RD42

Des crédits avaient été ouverts au budget commune 2022 dans le cadre de deux projets de travaux : le triennal voirie et l'aménagement de sécurité RD11/RD42.

Suite à la publication d'un marché de travaux et à l'analyse des offres, il est nécessaire de réajuster les crédits en dépenses et recettes. Les subventions ont été notifiées pour la RD11/RD42 et le FCTVA peut être calculé.

Pour rappel, l'aménagement de sécurité RD11/RD42 est un marché pour compte de tiers (le Département) et les comptes doivent être équilibrés en dépenses (458101) et en recettes (458201).

## 2/ Amendes de police

La subvention a été notifiée : 8584 euros pour une dépense de 12 876.51 euros TTC. Il s'agit d'inscrire ces dépenses et recettes au budget.

Il vous est proposé la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2311-1 et suivants, L. 2312-1 et suivants, D.2342-2,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 modifiée,

**Vu** le budget primitif 2022 du 01 avril 2022,

**Considérant** les ajustements nécessaires en section d'investissement présentés ci-dessous,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES</b>	<b>Article</b>	<b>Libellé</b>		
	<b>opé 10001 / 2315</b>	Installation, matériel et outillages techniques	58 734.55	Triennal voirie : dépense supplémentaire
	<b>458101</b>	Aménagement sécurité RD11 RD42	226 211.41	RD11/42 : dépense supplémentaire
	<b>ch 204/204132</b>	Département, Bâtiments et installations	14 103.69	RD11/42 : équilibrage entre 458101 et 458201
	<b>opé 10001 / 21578</b>	Autre matériel et outillage des voiries	-51 490.12	Diminution du budget alloué à l'achat d'une balayeuse
	<b>opé 10001 / 2152</b>	Installations de voirie	12 876.51	Dépense amendes de police
	<b>020</b>	Dépenses imprévues	-4 292.51	Amendes de police : différence entre recettes et dépenses
	<b>total dépenses d'investissement</b>		<b>256 143.53</b>	
<b>RECETTES</b>	<b>Article</b>	<b>Libellé</b>		
	<b>1328 opé 10001</b>	Subv département	-71 962.21	Triennal voirie : recette prévue au BP 2022
	<b>1323 opé 10001</b>	Subv département	60 782.08	Triennal voirie : recette affectée au budget commune
	<b>458201</b>	Aménagement sécurité RD11 RD42	226 211.41	Subvention du département (175000), fctva (37107.72), équilibrage entre 458101 et 458201 : 14103.69)
	<b>10222</b>	FCTVA	32 528.25	Triennal voirie : FCTVA n+1
	<b>1342</b>	Amendes de police	8 584.00	Amendes de police : subvention
	<b>total recettes d'investissement</b>		<b>256 143.53</b>	

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité** des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**ADOpte** la décision modificative budgétaire n°2.

**CHARGE** le Maire de l'exécution et de la publication de cette décision.

## 2022-45 PROVISION POUR RISQUES - BUDGET EAU ASSAINISSEMENT

7.1

### **Rapporteur : Mme Bérénice LUCHIER**

En application du principe de prudence consacré à l'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative.

En particulier, « une provision doit être constituée par délibération lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public [...] une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public ».

En 2021 avait été provisionnés 719.86 euros correspondant à 16% du montant des créances douteuses et contentieuses de plus de deux ans.

Il convient de prendre en compte cette année dans la provision le titre émis en 2020 au nom de CNSG non recouvré, de 3500 euros et de provisionner 525 euros afin d'ajuster la provision précédente.

### **Il vous est proposé la délibération suivante :**

Le Conseil Municipal,

**Vu** les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2321-2 et R.2321-2,

**Vu** le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

**Vu** les instructions budgétaires et comptables M14,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité** des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**DECIDE** de constituer sur l'exercice 2022 une provision pour risques et charges au titre des créances douteuses pour un montant de 525 €.

**PRECISE** que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre et article correspondants du budget de la commune

## 2022-46 REVERSEMENT TAXE D'AMENAGEMENT A LA CCPH AU TITRE DE

7.2 2022

### **Rapporteur : M. le Maire**

### **Il vous est proposé la délibération suivante :**

Le Conseil municipal,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 109 de la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021,

**Vu** les articles L.101-2, L.331-1 et L.331-2 du code de l'urbanisme,



**Vu** l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

**Vu** la délibération n°81/2022 de la Communauté de Communes du Pays Houdanais pour le partage de la taxe d'aménagement 2022,

**Vu** le projet de convention fixant les modalités de reversement de la taxe d'aménagement,

**Considérant** que l'article 109 de la loi de finances pour 2022 a rendu obligatoire le reversement de la taxe d'aménagement à la CCPH dans les conditions définies par délibérations concordantes du Conseil Municipal et du Conseil Communautaire de la CCPH,

**Considérant** que le Conseil Communautaire a fixé un pourcentage uniforme de taxe d'aménagement sur toutes les communes et sans sectorisation à hauteur de 1 % pour les recettes de TA à encaisser en 2022,

**Considérant** que les délibérations relatives au reversement du produit de la taxe d'aménagement pour 2022 et 2023 doivent être adoptées avant le 31 décembre 2022,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

***M. Ozilou demande le montant cette année qui sera reversée à la CCPH.***

***Julien RIVIERE répond que c'est environ 600 euros.***

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**AUTORISE** le reversement de la taxe d'aménagement à la CCPH selon le taux voté par le Conseil Communautaire lors de sa séance du 21 septembre 2022 soit :  
1 % pour les recettes de TA à encaisser en 2022.

**AUTORISE** le Maire à signer la convention fixant les modalités de reversement de la taxe d'aménagement et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**2022-47            REVERSEMENT TAXE D'AMENAGEMENT A LA CCPH AU TITRE DE**  
**7.2                2023**

**Rapporteur : M. le Maire**

Il vous est proposé la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 109 de la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021,

**Vu** les articles L.101-2, L.331-1 et L.331-2 du code de l'urbanisme,

**Vu** l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

**Vu** la délibération n°82/2022 de la Communauté de communes du Pays Houdanais pour le partage de la taxe d'aménagement 2023,

**Vu** le projet de convention fixant les modalités de reversement de la taxe d'aménagement,

**Considérant** que l'article 109 de la loi de finances pour 2022 a rendu obligatoire le reversement de la taxe d'aménagement à la CCPH dans les conditions définies par délibérations concordantes du Conseil Municipal et du Conseil Communautaire de la CCPH,

**Considérant** que le Conseil Communautaire a fixé un pourcentage uniforme de taxe d'aménagement sur toutes les communes et sans sectorisation à hauteur de 10 % pour les recettes de TA à encaisser en 2023 et à autorisé le Président à engager toutes les études, réflexions et groupes de travail pour aboutir à la proposition d'un pacte fiscal et financier applicable à l'exercice 2025,

**Considérant** que les délibérations relatives au reversement du produit de la taxe d'aménagement pour 2022 et 2023 doivent être adoptées avant le 31 décembre 2022,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

***M. OZILOU affirme qu'il ne faut pas voter pour. Il précise : « je vote contre, il faut montrer que l'on est vigilant ».***

***M. le Maire répond qu'il est difficile de demander des investissements sur Septeuil et de refuser de payer la taxe demandée.***

***M. OZILOU demande quels sont les investissements.***

***M. Julien RIVIERE répond le centre de loisirs et la maison de services publics.***

***M. le Maire explique que la CCPH demandait 20% à partir de 2023 et que les membres ont fait baisser à 10%. M. le Maire affirme : « Personnellement, c'est le plafond à ne pas dépasser. Pour cette année, j'appelle à voter ces 10%. Pour la suite, les communes seront libres de décider le taux chaque année ».***

Après en avoir délibéré, avec **DIX-SEPT voix POUR** et **UNE voix CONTRE (M. Philippe Ozilou)**

des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**AUTORISE** le reversement de la taxe d'aménagement à la CCPH selon le taux voté par le Conseil Communautaire lors de sa séance du 21 septembre 2022 soit :

10 % pour les recettes de TA à encaisser en 2023.

**AUTORISE** le Maire à signer la convention fixant les modalités de reversement de la taxe d'aménagement et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**2022-48    **ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX DE VOIRIE ET****  
**1.1       **AMÉNAGEMENT DE SÉCURITÉ SUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES****  
****RD11 ET RD42****

**Rapporteur : Mme Valérie TETART SALMON**

Il vous est proposé la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la commande publique, notamment ses articles L2123-1 et R2123-1,

**Considérant** que la commune souhaite entreprendre des travaux de voirie ainsi que des aménagements de sécurité sur les routes départementales RD11 et RD42,

**Considérant** qu'à cette fin, une consultation a été lancée le 23 juin 2022, selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles du Code de la commande publique susvisés, avec une date limite de remise des offres fixée au 22 juillet 2022 à 12h00,

**Considérant** que, conformément à la réglementation applicable, le marché public a été alloté comme suit :

- Lot n°1 : Travaux de voirie
- Lot n°2 : Aménagements de sécurité

**Considérant** les trois offres reçues dans les délais impartis,

**Considérant** qu'à l'issue de cette consultation, et après analyse des offres conformément aux critères et pondérations annoncés dans le dossier de consultation, les sociétés ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses sont les suivantes :

- Lot n°1 : ALIO TP
- Lot n°2 : ALIO TP

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

Après en avoir délibéré, avec **DIX-SEPT voix POUR** et **UNE ABSTENTION (M. Philippe OZILLOU)** des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**ATTRIBUE** le marché public de travaux de voirie et aménagement de sécurité sur les routes départementales RD11 et RD42 comme suit :

- Lot n°1 (Travaux de voirie) à la société ALIO TP, domiciliée 6 rue des Garennes à GARGENVILLE (78440), pour un montant global et forfaitaire de 239 122.00 € HT (286 946.40 € TTC);
- Lot n°2 (Aménagement de sécurité) à la société ALIO TP, domiciliée 6 rue des Garennes à GARGENVILLE (78440), pour un montant global et forfaitaire de 305 485.71 € HT (366 582.85 € TTC);

**AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer ledit marché.

**PRECISE** que dans le cadre de l'exécution des marchés publics, le Maire, ou son représentant, est autorisé à procéder à leur résiliation et à signer tous actes afférents.

**DIT** que les dépenses en résultant seront imputées sur le budget communal.



**2022-49**            **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC L'ETAT POUR**  
**1.4**                    **L'IMPLANTATION D'UNE STATION RADIOELECTRIQUE SUR LE**  
**CHATEAU D'EAU ROUTE DE ST MARTIN DES CHAMPS**

**Rapporteur : M. le Maire**

Il vous est proposé la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** l'expiration au 4 mars 2021 de la convention liant l'Etat et la commune de Septeuil pour l'implantation d'une station radioélectrique sur le château d'eau route de Saint Martin des Champs,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité** des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec l'Etat pour l'implantation d'une station radioélectrique sur le château d'eau route de Saint Martin des Champs pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 4 mars 2021. Cette occupation du domaine public est consentie moyennant une redevance annuelle de 5387€ HT, montant révisé annuellement suivant les termes de la convention.

**2022-50**            **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION RELATIVE A**  
**1.4**                    **L'ETABLISSEMENT DES DOSSIERS RETRAITE (CNRACL) PAR LE CIG**

**Rapporteur : M. le Maire**

Il vous est proposé la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la convention relative à l'établissement des dossiers CNRACL par le CIG signée le 02 octobre 2019,

**Considérant** que ladite convention expirera le 01 octobre 2022,

**Considérant** la réunion de travail du 12 octobre 2022,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité** des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à renouveler pour une durée de trois ans la convention assistance retraite CNARCL avec le Centre de Gestion Interdépartemental des Yvelines.

**2022-51**            **AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER L'ACTE DE VENTE**  
**3.2**                    **POUR LA CESSION DE LA PARCELLE ZC 129 ROUTE DE SAINT MARTIN**  
**DES CHAMPS A YVELINES FIBRE**

**Rapporteur : Mme Valérie TETART SALMON**



*Un des axes prioritaires du PLU est de préserver l'environnement naturel. Pourquoi donc, devant l'ampleur des dégâts, ne pas avoir émis d'arrêté interruptif de travaux, comme l'ont fait des élus des communes environnantes qui ont eu affaire aux mêmes méthodes de la société en charge?*

*Quelle est votre politique en matière de préservation des zones boisées de la commune et comment envisagez-vous de faire réhabiliter ce qui vient d'être saccagé?*

**Réponse de M. le Maire aux questions Orales de Mme Tachon : (des questions complémentaires de M. OZILOU sont insérées dans les réponses)**

Réponse à la première question :

Non, l'avis de la DDT et l'arrêté du Préfet ne sont pas requis pour ces dossiers d'urbanisme.

***M. OZILOU demande « ce ne sont pas des EBC alors ? »***

***M. le Maire répond que si ce n'était des EBC, il n'y aurait même pas besoin d'autorisation de la mairie.***

Réponse à la deuxième question :

Les Déclarations Préalables (DP) sont conformes aux réglementations d'urbanisme.

Les coupes de bois effectuées sont conformes aux DP déposées donc l'Arrêt Interruptif de Travaux n'est pas justifié.

***M. OZILOU dit qu'ils ont fait une DP apparemment conforme mais qu'ils ne font pas ce qui est écrit dans la DP. Quand ils coupent un arbre, ils en abîment 10. Sur place on voit le désastre et ils ne reviendront pas finir le travail.***

***M. le Maire répond que s'ils n'ont pas fini le travail, c'est au propriétaire des lieux de dénoncer les choses.***

***M. OZILOU continue sur les coupes de bois à Autouillet.***

***M. le Maire explique qu'à Autouillet, il n'y avait pas de DP. C'est différent, à Septeuil, il y a une DP et on est en légalité avec l'urbanisme.***

***M. OZILOU affirme que la DP sera analysée.***

Réponse à la 3<sup>ème</sup> question :

La commune respecte la réglementation, elle est très attachée à l'environnement et fait preuve de beaucoup de vigilance. Elle n'accordera que les autorisations de travaux règlementaires.

On a fait un PLU qui n'a jamais été aussi restrictif que ceux d'avant. On a justement classé beaucoup pour qu'il n'y ait pas de débordement.

M. Le Maire termine en précisant qu'il est possible d'en discuter, le PLU peut être modifié.

La séance est levée à 21h35.

Septeuil, le 15 décembre 2022,

Le Maire, Dominique RIVIERE

La secrétaire de séance, Sophie DEMOERSMAN



Liste des membres présents :

Dominique RIVIERE	Valérie TETART SALMON
Julien RIVIERE	Pascale GUILBAUD
Damien TUALLE	Ingrid MULLEMAN
ROUSSEAU Franck	Cendrine NICOLAS
TENESI Yannick	Sophie DEMOERSMAN
Bérénice LUCHIER	Michel ROUSSELOT
Laetitia POTTIER	Bruno CHIDLOVSKY
Philippe OZILLOU	

Liste des délibérations :

- 2022-43**      **DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET EAU ASSAINISSEMENT**  
**7.1**
- 2022-44**      **DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET COMMUNE**  
**7.1**
- 2022-45**      **PROVISION POUR RISQUES - BUDGET EAU ASSAINISSEMENT**  
**7.1**
- 2022-46**      **REVERSEMENT TAXE D'AMENAGEMENT A LA CCPH AU TITRE**  
**7.2**            **DE 2022**
- 2022-47**      **REVERSEMENT TAXE D'AMENAGEMENT A LA CCPH AU TITRE**  
**7.2**            **DE 2023**
- 2022-48**      **ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX DE VOIRIE ET**  
**1.1**            **AMENAGEMENT DE SECURITE SUR LES ROUTES**  
                  **DEPARTEMENTALES RD11 ET RD42**
- 2022-49**      **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC L'ETAT POUR**  
**1.4**            **L'IMPLANTATION D'UNE STATION RADIOELECTRIQUE SUR LE**  
                  **CHATEAU D'EAU ROUTE DE ST MARTIN DES CHAMPS**
- 2022-50**      **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION RELATIVE A**  
**1.4**            **L'ETABLISSEMENT DES DOSSIERS RETRAITE (CNRACL) PAR LE**  
                  **CIG**
- 2022-51**      **AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER L'ACTE DE**  
**3.2**            **VENTE POUR LA CESSION DE LA PARCELLE ZC 129 ROUTE DE**  
                  **SAINT MARTIN DES CHAMPS A YVELINES FIBRE**



